



HAMA AMADOU, un réservoir de sagesse politique

L'Actualité

Hebdomadaire Nigérien
d'Informations générales,
de réflexions et d'opinions

9^{ÈME} ANNEE N° 424
du 04 au 10 Octobre 2017 Prix : 300 FCFA

BP : 383 Tél. : 20 73 30 91
Email : actualite98@yahoo.fr
Site web : www.lactualiteniger.com

« TAYI TAWRI », va nous tuer !



Ladan Tchiana : le souffre-douleur de la Renaissance ?



Omar Hamidou Tchiana, dit Ladan Tchiana, est devenu invisible depuis quelques temps. Rumine-t-il des douleurs silencieuses ou vit-il des remords d'une immaturité politique qui l'aurait jeté dans la gueule du loup ? A coups de coups bas, ses « Amis » sont entrain de démolir son petit empire, envoyant l'un après l'autre ses militants en prison.

Convention de fourniture d'électricité entre le
Niger et la République fédérale du Nigeria :

**Le président Bohary
va couper le « jus »
à partir de 2018 !**

Echiquier Politique

**CENI : quand la
renaissance choisit
la voie du blocage**

« TAYI TAWRI », va nous tuer !



Madame Issia va au marché et revient toute furax : « ça ne va pas chéri !!! ». Nous sommes dans quel pays ? Tous les prix des denrées ont augmenté. Le panier de la ménagère est-il le cadet des soucis de ces Guristes ? Au Grand Marché, chez Houdou Inoussa où le peuple trouve peu ou prou son compte, là-bas aussi les prix ont grimpé. Le Guri Dai, say lokatchi, c'est du vampire in fine. Le coup de gueule de Madame Issia est légitime. Ceux qui vivent honnêtement de leur travail et de leurs salaires, partageront son désarroi existentiel.

Nous avons cru à ses camarades socialistes, et regardez de quelle manière inhumaine, ils traitent leurs concitoyens ? Au Niger, nous savons tous que quand le panier de la ménagère va mal, c'est le pays en général qui va Mal. Depuis que Bolloré est au Niger, le mal être, l'existence minimale des Nigériens s'est incommensurablement dégradée. Si on laisse faire, si chacun reste dans son coin à implorer le Ciel, ou à clai-ronner : « Kalla Sourou ! », c'est iné-

luctablement la mort de chacun et de tous. Le Vrai peuple doit se réveiller, le Vrai peuple qui souffre doit arrêter cette descente aux enfers. Un peuple qui ne se lève pas pour défendre sa dignité, pour défendre son droit au bonheur, est un peuple qui a choisi « volontairement » sa propre servitude.

Il y a eu un moment, notamment durant la Renaissance acte I, des cris de cœur ici et là pour fustiger cette réalité du Tayi Tawri que le Président Issoufou Mahamadou a balayé d'un revers de la main. Aujourd'hui, il ne peut plus se voiler la face : son peuple est de plain-pied dans la souffrance de Sisyphe : TAYI TAWRI c'est trop ! Il faut ne peut plus dire qu'il y a un « mieux être » au Niger. Un Président de la République qui méprise les réalités existentielles de son pays, n'est pas digne de gouverner. C'est truisme, qu'au Niger, depuis ces deux Renaissances méphistophéliques, il n'y a que les voleurs et autres trafiquants à la solde du gurisme qui jouissent de leurs biens mal acquis, qui narguent

leurs concitoyens, qui envoient leurs enfants à l'étranger pour étudier, qui se font soigner à l'étranger, pendant que nos hôpitaux, nos écoles et Universités sont des conditions déplorables aux antipodes de ce que les intellectuels du XVIIe siècle appellent « La Renaissance ». Le gurisme et son Gourou ont perverti la quintessence à la fois du socialisme et de la Renaissance. Intellectuellement, ce sont des tartufes politiques. Ils ont trahi les idéaux, et trahi leur peuple.

Pour tout observateur extérieur, le Niger de Mahamadou Issoufou, ne devrait pas être dans cet état pitoyable. Tayi Tawri est incompatible avec tout ce qu'il clame à l'extérieur : un Niger Emergent, une Renaissance acte II, etc. En lieu et place de tout son tapage, c'est la vie cruelle, la misère noire, et de plus en plus l'insécurité qui est devenue le lot quotidien de nos FDS.

Pour un Président réélu avec + 92% des suffrages au second tour, qui dispose d'une majorité au parlement, et pour corser le tout, qui a pu arrimer (rallier) le grand Baobab de Seini Oumarou sur sa Navette Guri, en toute logique, les nigériens et le monde entier s'attendaient à une bonne gouvernance comme au Rwanda de Paul Kagamé. Mieux, comme lui-même aime s'identifier au Kalif Oumar Cattab, c'était l'occasion pour bien réussir et rentrer dans

l'histoire par la grande porte. Mais au constat : c'est l'apologie du pourri sur fumier de décadence. Une Mal Gouvernance qui a enfoncé le Tayi Tawri, qui a occasionné un schisme entre les Nigériens devenus hyper misérables (les commerçants, les étudiants, les enseignants, les médecins, etc.), et les Renaissants : les nouveaux riches. Ces nouveaux riches snobent sur le Tayi tawri, car ils ont suffisamment volé l'Etat du Niger. La preuve est donnée par toutes ces villas qui poussent du sol, tels des champignons.

Selon l'ex opposition sous l'égide de Seini Oumarou, si on est arrivé à ce stade cruel du Tayi Tawri, c'est parce que les « Autres » (leurs adversaires d'antan = les guristes) ne partagent pas, ne partagent plus avec les autres. Or, il faut écouter la sagesse : « Qui mange seul, s'étrangle seul » (Proverbe arabe). Continuez allègrement le Vol, si tant est que Gouverner un Etat = Voler ! Paul Kagamé a montré qu'il est possible de penser d'abord à gouverner pour son peuple. Mais au Niger, les « Autres », n'ont cure du Peuple. Apprenez, Ô « Nobles Dirigeants ! » à partager avec vos frères, même si c'est de « l'illicite licite ». C'est le remède politique pour prévenir une mort subite. En attendant cette ascèse politique : TAYI TAWRI, va nous tuer !

Mika

Sortir l'Université de l'impasse

Privilégier le respect des engagements au détriment des arguments de la force



Une bonne partie de la mobilité urbaine (et même de l'économie) a fonctionné au ralenti à Niamey, le mercredi 27 septembre, en début d'après-midi. Et pour cause, des barricades constituées de bus du CNOU, érigés sur la grande voie de l'Hôpital national par les étudiants de l'Université de Niamey, en signe de protestation contre le « non-respect » des engagements pris par les autorités vis-à-vis de leurs conditions socio-académiques.

A l'évidence, cette situation était prévisible, depuis les douloureux événements d'avril 2017, avec leur corollaire de tueries froides d'un étudiant, de violences policières aveugles, exacerbées par une gestion chaotique de la situation par des mi-

nistres qui se sont relayés dans le mensonge, la récusation et le déni. Même la « réunion » du PR avec une délégation d'étudiants n'a pas « plombé » les choses, et sont restées aussi sans effet les « conclusions » rendues par la commission d'enquête sur les événements du 10 avril et l'assassinat de l'étudiant Bagalé. Aujourd'hui l'UENUN reprend le mouvement, se désolant du non-respect des engagements (présidentiels ?) pris ainsi que de toute la chaîne de douleurs qui ferre la communauté estudiantine, qui continue à réclamer, bourse, aide sociale, restauration, infrastructures, etc. Pour autant, il faut indexer la responsabilité du Gouvernement dans cette crise estudiantine, lui qui n'a pas su gérer le paiement régulier des bourses des étudiants, et assurer aussi un climat favorable à une reprise des cours dans la sérénité. De tout temps, une telle attitude a été génératrice de sautes d'humeurs et de manifs... Alors qu'on attend l'entame de dis-

cussions apaisées entre Gouvernement et étudiants, ou même entre des « bons offices » commis par le Gouvernement et les étudiants, on assiste à un déploiement massif des forces de l'ordre aux abords de l'Université, du moins les voies y menant sont quasiment quadrillées de policiers et de gendarmes.

Comme si on semble privilégier les arguments de la force au détriment de la force des arguments.

Pourtant il aurait été si simple, pour une fois que le président Issoufou Mahamadou veuille reprendre du poil de la bête, d'accéder totalement aux revendications des étudiants, et tenir aussi les « promesses », faites, six mois plus tôt.

Avec un peu de sagacité et de grande volonté, tout est jouable dans cette « crise », suffit juste que le Gouvernement illumine les espoirs, en trouvant une solution (définitive) à la crise universitaire, et qui soit à la fois à la mesure des attentes des étudiants et de tous les acteurs académiques.

Le durcissement et l'usage de la force publique ne défilent pas le problème. Ils n'auront pour seul « gain » que de donner l'occasion à de nouvelles bavures policières de se commettre, créant d'autres situations choquantes.

A notre corps défendant, et même au risque d'être considéré comme des « plumitifs » de mauvaise augure, nous avons soutenu, en avril, que le remplacement (ou la permutation) d'un Ministre de l'enseignement supérieur n'était pas la vraie solution pour régler le « conflit » entre étudiants et gouvernement.

La vraie solution est dans la sagesse, l'honnêteté et l'action. Elle est aussi d'ordre structurel, ne pas seulement laisser des officiels dissiper sur le budget consacré à l'éducation, mais expliquer comment cet argent aura été dépensé...

Il faut tout simplement sortir l'université publique de l'ornière, pour qu'elle ne constitue plus un choix par défaut, ni un choix alternatif... négatif.

D. Saidou

HAMA AMADOU, un réservoir de sagesse politique

D'aucuns ont l'habitude de traiter à l'identique l'individu Hama Amadou (perfectible) et l'homme politique exposé aux aléas et vicissitudes de la politique. D'où la difficulté de bien cerner l'individu-homme. De même très souvent ceux qui ne connaissent l'homme qu'à travers l'habit politique le taxe de tous les mots (et maux), mais en vérité comme disent les philosophes sceptiques : le connaissons-nous tous assez bien ? Non ! Car le discours qu'il a tenu par exemple à l'ouverture de la première sécession extraordinaire de l'Assemblée Nationale au titre de l'année 2014 vient contredire toutes les fausses vérités sur le personnage.

Depuis son exil en France, tout le monde observe le grand talent de l'homme politique. Infatigable, il est sur tous les plateaux de télévisions, et à l'Assemblée Française pour défendre sa cause, et son ambition de présider aux destinées du Niger, afin de mettre fin à la Renaissance made in guri système. Le retour de Hama Amadou au Niger, n'est plus une fiction de l'esprit, mais bientôt une réalité. Comment seulement le Niger peut-il émerger démocratiquement sans un leader internationalement connu tel que Hama Amadou ? Pourquoi représente-t-il aujourd'hui le surhomme, le Prométhée attendu par tous les Nigériens las du gurisme et de son machiavélisme ?

De la conférence nationale à nos jours, Hama Amadou fut l'homme politique terrible qui a marqué l'histoire politique du Niger, et restera indélébile dans la conscience de tous les Nigériens en bien comme en mal. Tel un submersible, Hama Amadou navigue et continue de naviguer au milieu des eaux tumultueuses de la politique nigérienne. La politique si on peut se permettre une image aquatique, est à l'image du fleuve d'Héraclite, où « on ne se baigne pas deux fois dans le même fleuve ». Durant ces années forcées en l'exil à cause de l'animosité des camarades socialistes, l'homme est ressorti épatant, magnifique, olympien, et plus aguerri que jamais. Il ébranle toutes les statistiques, et met au pilori tous les oiseaux de mauvais augures : « il ne changera jamais ! », c'est « un régionaliste ! un ethnocentriste ! », « un va-t-en-guerre ! », « un irrévérencieux ! », que sais-je encore. Mais tout cela relève de la caricature. Les autres ont foncièrement peur du Surhomme politique. Hama Amadou arrive bientôt, et cette pensée, dérange ses adversaires, et ceux qui ne le gobent pas.

La rencontre avec les sénateurs français est la preuve que l'homme et le politique ont changé. Hama Amadou relooke l'image du Niger, pendant que les autres donnent du Niger une piètre image de pays corrompus, IDH-Zéro, scandales finan-



ciers à n'en plus finir, à telle enseigne qu'aujourd'hui est possible pour un cinéaste nigérien de produire un verticale film hollywoodien sur les « Affaires Gate » du régime de la Renaissance. Nous assistons aujourd'hui à un renversement platonicien de l'image iconoclaste que certains ont toujours eu de Hama Amadou. Lorsqu'il était Président de l'Assemblée Nationale, tout le monde a entendu l'appel du Président de l'Assemblée d'abord à ses amis de l'opposition pour qu'ils fassent comme les stoïciens : transcender les émotions, oublier les insultes et les « blessures » du passé, de voir l'avenir avec un nouvel état d'esprit, et une grande envie de travailler rien que pour les intérêts du Niger. Pour nous cette attitude, et notamment le discours est pédagogique, car c'est un discours de paix et de sagesse. Le Président de l'Assemblée Nationale vient de donner par son comportement un modèle à suivre pour toute la classe politique nigérienne.

Si de tous temps on vilipende les hommes politiques nigériens pour leur absence de sagesse et d'éthique, Hama Amadou tort le cou à cette mauvaise tradition, en revenant à la droite raison, en montrant par là qu'il n'est jamais trop tard de s'assagir. Les jeunes ont besoin de modèles de vertus et de sagesse. Hama Amadou a ouvert la voie, que les autres lui emboîtent le pas, et le Niger sortira grandit pour toujours. Le Président Hama Amadou, a fait voir en outre qu'il est possible de se départir des injonctions des partis politiques et de viser en commun « l'intérêt supérieur de la Nation ».

Si les députés de l'opposition et de la majorité enterrent la hache de guerre, et fument le calumet de la paix, y a-t-il seulement de meilleur bienfait qu'ils feront au Niger ? La paix et la tranquillité, ne sont-ils pas les meilleurs des biens que recherche tout un individu dans une société ? Faire la paix au sein de l'auguste Assemblée, n'est-ce pas faire la paix dans le cœur de tous les Nigériens ? Affirmatif. C'était la sa-

gesse que Hama Amadou avait essayée de cultiver dans l'hémicycle avant son départ forcé en exil.

Il nous semble qu'à travers ce discours plein de bon sens cartésien, le Président Hama Amadou a fait un feed-back sur les événements des sécessions précédentes qui ne furent pas reluisantes, mieux les images grotesques des uns et des autres ont terni globalement l'institution. Au regard de ce drame politico-morale, le Président de l'ancien Assemblée Nationale a bien vu juste en faisant comme l'Empereur Marc Aurèle, à savoir : s'examiner intérieurement, pour ressortir neuf au terme de la connaissance de soi. Hama Amadou est redevenu ce politicien qui charme, qui rassure, qui arbitre, qui se met au dessus de la mêlée, en véritable Chef, en vue de restaurer globalement la paix sociale fortement amputée par les députés-adversaires de la majorité, et de l'extérieur par l'exécutif. Hama Amadou avait tendu ses deux mains (alors que le Président Issoufou lui avait tendu une seule main), les deux mains de la paix, aux deux bords : « Je voudrais, disait-il, demander aux députés de l'opposition, en particulier, de reconsidérer leur décision de boycotter les organes de travail de l'Assemblée nationale, en se faisant violence, pour reprendre leurs places, toutes leurs places dans les différentes instances de l'institution », et « je demande également aux députés de la majorité de reconnaître que leur devoir envers le peuple nigérien est de contribuer à faire respecter la configuration politique du parlement au sein de tous les organes. Car autrement, quoi qu'on en dise, sans la représentation effective de l'opposition conformément à son poids au sein du bureau, la Constitution est violée. ». C'est le lieu au passage de féliciter l'opposition qui a bien écouté l'appel de leur Président de l'Assemblée d'alors, et non pas l'individu-Hama Amadou. Cela s'appelle du respect vis-à-vis de la seconde personnalité de l'Etat, qui manque visiblement aux guristes.

Ce geste politique ne nous rappelle-

t-il pas la conduite du Mahatma Gandhi qui enseigne en politique d'adopter la non violence contre la violence de l'ennemi ? Cette stratégie a été payante, dans la mesure où tous les esprits méphistophéliques s'attendaient (de pieds fermes) à ce que le Président de l'Assemblée sortît sa lame de Samouraï contre les députés de la majorité. Mais tel ne fut pas le cas. D'autres s'attendaient même à des propos injurieux, ou des attaques obliques, mortifères contre le gurisme. Le seul regret du PAN de l'époque fut le rapport du PNUD qui vient de classer le Niger dernier au plan mondial. Ce rang ne pouvait pas ne pas interpeller Hama Amadou-citoyen, et l'homme politique-Président de l'Assemblée. D'où la petite critique faite contre ce résultat qui a choqué tout Nigérien doté de conscience patriotique. Bref, estimait-il, il est temps de recorriger le tir, de travailler, et de bien nourrir les nigériens, au lieu de culpabiliser la démographie.

Pour sûr, le Président de l'Assemblée Nationale s'est érigé durant ce discours en vrai unificateur, et en apôtre de la paix. De ce point de vue, il est juste de saluer cette leçon de sagesse politique qui a longtemps fait défaut dans notre démocratie. L'histoire retiendra que tout ce qu'on dit sur l'ancien Président de l'Assemblée Nationale fut sciemment orchestré par des esprits malveillants pour faire obstacle à l'institution législative, et au triomphe de Hama Amadou. Finalement le monde entier a constaté avec évidence que le Président de l'Assemblée n'était en rien responsable d'aucun blocage des travaux de l'Assemblée, mais que tout était l'œuvre de la majorité instrumentalisée par des mains invisibles. L'histoire retiendra autant pour 2016, que pour 2021, l'ancien Président de l'Assemblée disposera toujours d'un très bon C.V pour être présidentiable, car il a supporté tous les malheurs du gurisme. On peut donc sans exagération avancer qu'il serait un très bon Président pour 2021. Nous avons par ailleurs apprécié sa grandeur d'âme et son courage d'avoir fait l'autopsie de l'inconscient collectif des hommes politiques qui gouvernent le Niger. Hama Amadou a sermonné tout le monde qu'il est temps de taire les passions dévastatrices, de faire table rase du passé.

Au regard de toute cette sagesse politique qu'il incarne bien avant son exil, n'est-il pas juste de remettre à Cesare ce qui appartient à Cesare ? Hama Amadou doit revenir au Niger prendre son droit d'honneur comme dirait Achille au Roi Agamemnon dans l'Illiade d'Homère.

Echiquier Politique

CENI : quand la renaissance choisit la voie du blocage

Le Niger marche sur le trou ; ses dirigeants obnubilés par le désir de conserver le pouvoir quel que soit le prix, comme marchant sur la tête, ne peuvent entendre raison, refusant tout compromis pour préserver la nation. Les renaissants, peuvent-ils vraiment croire qu'ils peuvent encore jouer ce cinéma de mauvais goût, foulant au pied les principes élémentaires de la démocratie et de la bienséance politique ? Peuvent-ils croire qu'ils peuvent triompher dans ce jeu dangereux ? Ce sont pourtant les mêmes intransigeances qui ont conduit Baré à la catastrophe et que les socialistes condamnaient à une époque, qu'ont aujourd'hui les mêmes camarades que le pouvoir, comme l'autre, a fini par les griser. Et comme hier, aujourd'hui on émonde les arbres de la ville, les mêmes peurs semblent habiter les pseudo-braves qui jouent au héros de la démocratie. Nos hommes politiques doivent être lucides à regarder sereinement le monde et considérer ce qui les préserve et préserve la nation.

Issoufou Mahamadou avait plus qu'un autre combattu le général Baré, tout le monde le sait, refusant tout compromis avec lui, ne l'appelant que par son grade militaire (le général), jamais par son titre de président. Ne serait-ce que sur l'essentiel, il ne put jamais s'entendre avec lui et sans répit, il l'avait combattu jusqu'à la mort, dans le sang, on se rappelle, nous avait-on dit, « à la suite d'un accident malheureux » où des 12/7 conscientes et déterminées, avaient fait le choix de le cribler de balles montrant à la face du monde que tant que le socialisme survivra, les Nigériens ne pourront jamais surmonter leurs crises par le dialogue si ce n'est par la brutalité car jamais ils n'ont pu concéder le moindre compromis dans les crises que le pays a connues. Faut-il donc comprendre que chaque peuple a ses propres mécanismes pour régler ses crises, et le Niger, par ces barbarismes ? Tant il est vrai que rien ne rassure sur la situation du Niger où la classe politique ne peut se servir des leçons de l'histoire et chaque fois qu'un autre arrive au pouvoir, otage d'un groupe d'intérêts qui l'isole, il se mure dans sa toile d'ivoire, feignant de voir la réalité en face. Alors que l'on dit que le Niger est devenu un enfer insupportable pour ses enfants, le discours politique des Roses, peint un Niger radieux, orné avec les couleurs de l'Eldorado invisible que Candide n'avait jamais pu retrouver dans un monde fait de violence, de domination et d'inégalité. Et lorsque depuis plus de trois ans aujourd'hui, les socialistes en font à leur tête, avançant, goguenards, l'on peut se demander sur quoi et sur quelle force comptent-ils, pour oser pareille surdité à n'écouter personne si ce n'est ce qui les arrange dans la démocratie de façade qu'ils sont en train de mettre en place ? On le sait pourtant, on n'est jamais le plus fort



tout le temps et un peuple a beau être loupard et lâche, un jour, pour sa dignité et sa liberté, il se libérera de ses peurs et de ses hésitations, de ses chaînes et de ses ignorances.

Les Nigériens se rappellent les conditions dans lesquelles, ils étaient partis dans les dernières élections et surtout comment le premier mandat avait été conduit dans le sang, frappant et blessant, arrêtant et emprisonnant, accusant et traînant devant les tribunaux, des citoyens mal-pensants dont le tort est d'avoir choisi d'être libres d'opinion et de refuser de se faire les griots d'une gouvernance maléfique, pardon, satanique, s'il faut encore croire Seini Oumarou lorsque l'ombre protectrice du grand baobab lui donnait des illusions démesurées pour jouer au grand opposant aujourd'hui « acheté » avec un poste taillé sur mesure. Pour la moindre expression des opposants ou des acteurs de la société civile, dans la rue ou sur les médias ou les réseaux sociaux, ceux-ci sont embastillés, gazés et matraqués par une certaine police triée, gestapo de la Renaissance au temps des gloires funestes d'un Hassoumi Massaoudou, flic d'une époque qui n'a jamais cru qu'à la force et à la violence pour gérer les manifestations pourtant reconnues par la Constitution. Et depuis, le Niger marche sur ces douleurs jamais apaisées, mais toujours exacerbées par de nouvelles provocations de socialistes bellucistes. Le CNDP qui devait permettre aux Nigériens de surmonter les crises, et de préserver par le dépassement de soi leur cohésion, n'est plus qu'un instrument inutile, vidé de son sens, au service désormais d'un clan qui s'en sert pour légitimer ses forfaits et autres coups bas qui mettent à mal la démocratie nigérienne.

Le CNDP n'en est plus un...

L'esprit qui a motivé la création de cet instrument politique était de favoriser chez les hommes politiques, une certaine capacité à pouvoir se parler, à pouvoir comprendre l'autre, à pouvoir surmonter leurs divergences, et dans l'effort que chacun peut faire, à avancer d'un pas vers l'autre, à pouvoir construire un consensus nécessaire qui anoblit les hommes, humanise et grandit notre démocratie. Il ne sert à rien de cultiver dans la démocratie des blessures, à laisser se développer ce qui peut davantage diviser un peuple et à fragiliser la nation déjà fragile. Il

est clair qu'aujourd'hui, personne ne saurait défendre qu'il y a au Niger un CNDP et donc un dialogue politique au pays de Moumouni Adamou Djermakoye, héraut du consensus, car par la faute de ceux qui gouvernent, ce conseil qui avait fait ses preuves et qui avait fait école dans les démocraties africaines, est amputé de certaines de ses composantes essentielles et donc non négligeables ; ce qui lui fait perdre toute valeur, toute crédibilité. Il se trouve d'ailleurs qu'aujourd'hui, les hommes politiques et non des moindres, et les acteurs de la société civile, reconnaissent unanimement que cet instrument pour un dialogue politique efficient, est complètement déstructuré et ne permet qu'au seul PNDS, face à ses alliés asservis, d'assoir son hégémonie pour régner en potentat et en irréductible despote des temps modernes qui falsifie et triture les textes pour habiller sa dictature avec quelques couleurs trompeuses de la démocratie, alors tropicalisée forcément.

Brigi Rafini met en jeu sa propre réputation...

On se rappelle que cet homme discret, effacé, presque sa charisme et sans carrure, avait en un temps fait l'unanimité dans la classe politique même si au sein du parti présidentiel, certains ne lui pardonnaient pas son intrusion désobligeante. On pensait alors naïvement qu'il était la seule bête politique inoffensive du terrier rose où tapissent lions et loups garous, hyènes et autres prédateurs qu'aucune démocratie, même sous les tropiques, ne voudrait avoir pour ses collections muséologiques. Et Brigi a déçu plus d'un dans le pays. Ses sagesses apparentes ont trompé sur sa personnalité et c'est aujourd'hui seulement que tous comprennent, qu'il est, comme un autre, un acteur majeur du mal qui se fait dans le pays et dans sa démocratie. Président du Conseil National du Dialogue Politique, il milite pour la rupture avec les autres quand on voit par exemple que les non-affiliés ne sont même pas considérés comme partenaires de ce cadre politique. Est-il possible d'ailleurs, pour être de la culture nomade dont on connaît les valeurs à cautionner le faux et l'hyppocrisie, qu'il accepte plus longtemps de servir la politique qui divise et renforce des rancœurs, si lui-même n'y croit pas ? N'ya-t-il pas pour lui une autre voie plus honorable, celle qui consiste à refuser de

servir de faire-valoir pour vivre pleinement sa liberté de pensée pour ne pas être dans le faux, et ne pas le servir au risque de galvauder la réputation qu'on lui prête. A s'y mêler depuis plus de six ans, les Nigériens, comprennent enfin, qu'il ne peut être l'homme sur lequel ils peuvent compter et sans doute qu'il ne doit pas être différent de la gent socialiste qu'il sert. Désormais, les acteurs politiques savent à qui ils ont à faire, et comme les autres, il sera traité comme tel. Sans doute qu'il a le courage de s'assumer face à l'histoire... C'est le moins qu'on puisse lui exiger.

En choisissant de triturer le code électoral à la guise des princes, et aujourd'hui de diriger la réunion qui choisit les prochains acteurs de la CENI, Brigi Rafini ne joue pas un rôle mince dans ce qui devra arriver demain à ce pays et dans ce pays. Choisir sans les autres acteurs, les règles du jeu électoral et sans eux encore, les hommes intègres et consensuels qui doivent conduire dans l'impartialité et la transparence le processus électoral, est un choix grave. Lorsqu'en amont déjà, l'on choisit de biaiser le jeu et de piper les dés, il est clair que l'on ne cherche ni une démocratie de qualité, ni une stabilité pour le pays. Et Brigi et son clan, jouent aujourd'hui à tout saborder et à créer les conditions d'une déconfiture politique et sociale dangereuse pour le pays. On n'organise pas une élection pour un clan ou pour un homme, mais pour un pays et un peuple. D'ailleurs, de quoi a-t-on si peur au Guriland, pour refuser de remettre balle à terre et à jouer franc jeu ? Faut-il croire que les renaissants ne croient pas eux-mêmes à leur poids électoral qui serait, depuis le mensonge des élections tropicalisées du 20 mars 2016, de quelques 92% ? Si tant est que ce score est acquis dans la vérité, de quoi peut-on avoir peur, à rassembler pour créer les conditions d'élections juste, honnêtes et transparentes pour triompher dans ma magnanimité ? La société civile et les forces politiques de l'opposition ne demandent pas mieux et sans doute qu'Issoufou avait mieux à gagner en battant ses adversaires à la régulière. Quant il faut penser à ce qu'il dit de Baré et de son hold-up ! Le maçon ne se reconnaît qu'au pied du mur... Domage que les Nigériens se soient trompés sur un homme... Et comme quoi, critiquer est bien facile, mais bien plus difficile de donner le bon exemple. Etre un démocrate, n'est pas qu'un discours. Et le Niger plaint ses socialistes. Les prétendus démocrates d'hier ne le sont pas aujourd'hui, les justes d'hier ne le sont pas aujourd'hui. S'ils avaient été ceux qui étaient arrivés au pouvoir par les armes, ils auraient sans doute enterré leur peuple pour gouverner une nation épurée, vidée, mitraillée, lavée peut-être de toutes ses souillures syndicalo-corporatistes, ethniques et régionalistes. Aujourd'hui encore,

même avec leurs lunettes de démocrates, il y en a qui peuvent voir dans la nation plurielle, des « officiers ethnicistes », révélés à la face du monde sur rfi. Quel rabaissement pour notre démocratie ! Et pourtant, ce sont les mêmes qui vont dans toutes les régions pour battre campagne et demander qu'un autre les suive. Abjecte.

Aujourd'hui, quoi que diront Brigi et son clan dont il conduit les projets mafieux, il faut reconnaître qu'il n'y a ni CNDP, ni CENI et que les hommes cooptés dans la déchirure à l'intérieur même de la majorité trafiquée, ne sauraient, aujourd'hui et demain et surtout pour les douze années à venir, présider aux destinées d'une CENI handicapée qui ne saurait aller loin car déjà décriée et rejetée par une majorité écrasante de partis politiques et de Nigériens lucides et démocrates. Les non-affiliés ont fait entendre leurs voix et ils ne l'accepteront jamais et se donneront les moyens de combattre une telle CENI. Le FRDDR n'a pas dit mot, et plus qu'hier, il est déterminé à asseoir une vraie démocratie avec des règles claires et n'acceptera jamais qu'un autre, une deuxième fois, lui tordre la main, pour lui arracher ce qui lui revient de droit, disons légitimement. A l'intérieur de la majorité maquillée, on a entendu d'autres douleurs non moins lancinantes. Même si Seini Oumarou qui tient une main huilée dans le plat rose dont il est un des derniers pique-assiettes redouté, disons le dernier « balseur » qui a encombré les alliés, n'a pas parlé, par la voix d'un de ses inconditionnels et de ses lieutenants, celui qui faisait office de porte-parole de son sérail, Ousseini Salatou, n'avait pas passé par quatre chemins, pour dénoncer, lui qui a participé aux prétendus travaux du CNDP et donc témoin de toute la tricherie et toute la mauvaise foi dont ont fait preuve leurs alliés de l'heure, le comportement inamical de ceux qui les emploient aujourd'hui et qui pensent qu'ils peuvent ne plus tenir compte de ce que pourraient penser leurs partenaires sans importance, désormais à leurs pieds, pour toute une vie pour avoir choisi de partager leur « repas ». Les pauvres. La preuve est que depuis cette sortie hasardeuse de Salatou, son camp politique, l'APR ne put rien dire, et terré dans un mutisme inconfortable et discréditant, elle tient, la main dans la bouffe du déshonneur, car la faim qui y a conduit, n'est pas encore finie. Minable politique du ventre. Au Niger, ça fait pitié de voir comment certains font et conçoivent la politique.

Blocage...

Dans cette posture, le Niger n'a aucune chance de s'en sortir. Le pays est donc parti pour d'autres mois et années difficiles de rupture et d'instabilité. On comprend donc pourquoi, les socialistes nigériens en mal de partenariat dans le monde, ne peuvent pas accepter que des partenaires, se tiennent en témoins d'éventuels pourparlers entre Nigériens. Ils ont des choses à cacher et sans doute aussi qu'une transparence ne les arrange pas et elle ne

peut que révéler la fausseté qui constitue la fondation de leur pouvoir usurpé. Les prochaines élections dont les lois et les hommes devant être chargés de la conduite des prochaines échéances et semble-t-il pour douze années, ne font pas l'unanimité contrairement à ce qu'on a jusqu'ici fait dans le pays avant que les Camarades n'arrivent au pouvoir, et les prochaines élections ne peuvent à leur tour qu'être contestées. Il est donc urgent pour que la communauté internationale s'y mêle car il ne sert à rien d'attendre le pire, pour intervenir dans la chienlit méticuleusement installée par des principes insouciantes et kamikazes. Lorsqu'on ne peut voir aucun signe d'apaisement venir de ceux qui gouvernent, alors il faut croire que le Niger ne peut que s'enfoncer dans l'irréparable crise. Cependant, une solution existe, mais encore faut-il que les Nigériens aient le courage d'une telle solution.

L'Union sacrée...

Il ne faut pas se leurrer, il n'y a pas d'autres solutions face à l'entêtement des socialistes à avancer dans le faux et face à leurs échecs répétés, si ce n'est la lutte salvatrice. Il ne sert à rien pour les différentes forces politiques et sociales de se battre isolément pour des préoccupations corporatistes, quand, plus sérieusement, c'est la nation et la démocratie qui sont menacées. Il y a donc urgence, pour les différentes forces en présence, comme elles l'ont toujours fait depuis 1990, et plus tard, contre le Cosimba et le Tazartché, de se mettre ensemble, pour défendre la démocratie menacée dans une nation émietlée, fragmentée et endolorie. L'on sait que les centrales ont démissionné, mais face à la gravité de la situation d'un pays qui va mal, elles ont intérêt à se ressaisir. Et l'on est quelque peu rassuré quand Dr. Adal Roubéid, sur le front politique rassure que les deux pôles de l'opposition se concertent même s'ils ne sont pas encore formellement ensemble et que de cette façon, c'est plutôt les hommes du pouvoir qui s'isolent dans ce qui pourrait être une dynamique nationale. C'est pour dire, que ces deux pôles pourraient bien s'entendre et s'unir pour lutter ensemble, ne serait-ce que pour la « restauration de la démocratie » menacée, et demain peut-être pour la conquête du pouvoir. Les problèmes que vivent les travailleurs et les étudiants, les scolaires et les enseignants, ne sont que des problèmes niés à la qualité de la gouvernance et eux aussi, ont intérêts à accorder leurs violons avec les autres pour se battre avec les forces politiques comme, du reste, cela a toujours été fait, chaque fois que le pays se trouve dans l'impasse, à des moments d'incertitude, pour faire changer la gestion de l'Etat, aujourd'hui piètre et indécente.

Il ne faut pas trop rêver, la seule solution est pour le Niger, aujourd'hui encore malheureusement, la lutte. C'est donc d'un appel à la résistance qu'il s'agit. Pour la dignité d'un peuple. Pour son mieux-être également.

DJANGO.

Ladan Tchiana : le souffre-douleur de la Renaissance ?



Omar Hamidou Tchiana, dit Ladan Tchiana, est devenu invisible depuis quelques temps. Rumine-t-il des douleurs silencieuses ou vit-il des remords d'une immaturité politique qui l'aurait jeté dans la gueule du loup ? A coups de coups bas, ses « Amis » sont entrain de démolir son petit empire, envoyant l'un après l'autre ses militants en prison. Mais quand ses alliés brandissent des fautes avérées dont ils seraient rendu coupables, peut-il avoir d'autres choix, sinon, qu'à digérer ses mélancolies et à vivre les douleurs de l'amitié socialiste ? Il a davantage à s'inquiéter pour ce qui pourrait lui arriver, lui et tout son parti, car si Hassane Seydou et le maire de Karma sont aujourd'hui mis au frais, il faut encore craindre que d'autres de ces cadres qui ont servi la renaissance et dont on sait que ce n'est pour aucun idéal et aucune ambition pour le pays qu'ils sont partis avec lui sinon que d'avoir l'occasion de manger avec lui avec les socialistes qui les avaient poussés à se rebeller contre leur ancien parti à l'intérieur duquel, ils auraient dû mener leur combat en défendant une position que le temps pourrait les aider à mieux comprendre. Ceux-là, voraces, ne sont certainement pas allés du dos de cuillère. Et ils sont partis et ils ont « mangé » gras. Et la logique veut qu'on ne demande des comptes qu'à ceux qui ont géré et qui pourraient avoir mangé... de l'illicite, il va sans dire, à faire payer à ceux qui se sont engraisés.

Mais, sans doute que Ladan a de bonnes raisons de se plaindre. On connaît dans le camp du pouvoir et donc de ceux qui ont géré et qui gèrent encore, quelques noms désormais connus du grand public et qui ont commis de graves malversations et qui ne sont pas inquiétés outre mesure après avoir « avalé » des milliards » alors qu'on s'acharne contre un alliés et ses cadres, comme s'ils devraient être les seuls malpropres d'une gouvernance qui n'a promu aucune valeur dans sa gestion. Dans l'équité et la justice, sans doute que personne ne pourra se plaindre et Ladan aurait pu comprendre et peut-être accepté aussi. Mais lorsque, le disant en face de tous les maires, le régime reconnaît que les maires sont nombreux à commettre des indélicatesses et que seuls les proches de Ladan devraient payer, il y a de quoi être frustré. Et les colères de Ladan qui n'ont pas encore explosé, sont compréhensibles dans la mare d'injustice où baigne la Renaissance. Pour qui connaît l'homme, il ne peut que se surprendre de son mutisme, à son repli face à la chasse aux sorcières enclenchée contre ses militants comme s'ils sont les seuls pourris de la Renaissance. La gestion sélective des camarades concernant la mauvaise gouvernance locale ne peut alors que développer chez l'allié ciblé un sentiment d'acharnement, et peut-être aussi de trahison. Est-ce la meilleure façon pour ses

alliés pour lesquels il a sacrifié une vieille amitié qui lui donnait tous les honneurs et toute la grandeur espérée d'un homme politique ? De la part des socialistes auxquels il a rendu ses services immenses, Ladan pouvait mériter mieux que cette avanie qui fait de lui la risée de la Renaissance. Peut-être qu'avec trois députés, on « se fiche de lui ». Tant pis. On se rappelle le grand bruit que Ladan avait fait pour rassurer les caciques du PNDS qu'il a fait le choix de trahir son parti pour leur rendre service et tenter, alors que le parti le refusait, de convoquer tout le parti de Hama Amadou à la renaissance. Il se disputa pour cela la base de Tillabéri, revendiquant sa légitimité, quand, pourtant, tous les militants restaient debout, à refuser l'aliénation et l'assujettissement. Les méchants diront qu'il a mérité son sort car on connaît la maxime : qui a trahi sera trahi. C'est dans l'ordre naturel des choses.

Mais c'est d'autant plus cornélien pour le président d'Amen-Amin, qu'il semble être un homme perdu, un homme égaré sur les sentiers difficiles de la politique, pour ne plus savoir, par quelle issue se libérer de la situation inconfortable dans laquelle le mettent ses alliés et ses cadres qui n'ont pas su être mesurés à gérer plus rigoureusement pour ne pas se compromettre. Certains se demandent, si Ladan est lui-même sûr de sa gestion ? Ainsi qu'une presse l'a apporté, ne le fait-on pas chanter depuis qu'il a osé la déclaration fracassante que l'on sait, pour lui clouer le bec. Il est difficile d'être brave quand on n'est pas clean. Il n'y a plus qu'à assumer. C'est pourquoi dans la culture islamique, il est toujours dit de demander à Dieu à faire manger chaque jour du licite car il y a de ces choses impropres qui peuvent conduire aux situations les plus désagréables.

Mais on ne peut pas comprendre cette impunité sélective qui ne vise qu'un alliés et ses militants alors que pour assainir, la volonté est réelle et sincère, d'autres gros poissons, auraient pu être pris avant. Cependant, lorsqu'on a peur d'être rattrapé par sa gestion, l'on ne peut que se cloître dans son coin, douloureux, à vivre le stress de ses imprudences.

A la Renaissance, ou disons, au sein de la MRN, il ne faut plus se tromper : ceux qui ont trahi ou que le fumet de la renaissance a enivré pour se rendre armes et bagages, pour s'être compromis dans leurs gestions à travers les différentes responsabilités dont on les avait chargées, ne peuvent jamais être braves à bousculer un autre pour être, ne serait-ce que libres et dignes citoyens. Les alliés ne peuvent jamais hausser le ton. Dans leur colonisation nouvelle, ils doivent être éternellement sous le joug de socialistes envahissants.

Ils sont morts politiquement.

DJANGO.

Allocution de l'Ambassadeur de Chine, S.E.M. ZHANG Lijun, à la réception offerte à l'occasion de la Fête nationale de la République populaire de Chine

Excellences Mesdames et Messieurs les Présidents des Institutions de la République,
Honorables Députés,
Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres,
Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs de Missions Diplomatiques et Consulaires,
Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales et Régionales,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Je voudrais tout d'abord vous souhaiter une chaleureuse bienvenue à l'Ambassade de Chine, vous remercier d'être ensemble avec nous pour fêter le 68^e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine.

Mesdames et Messieurs, Chers amis,

Depuis la fondation de la République populaire de Chine, et surtout depuis l'application de la politique de réforme et d'ouverture sur l'extérieur, une politique qui est appliquée depuis bientôt 40 ans, le peuple chinois, sous la direction du Parti Communiste Chinois, s'est engagé dans la voie du socialisme à la chinoise, une voie qui s'adapte à la réalité propre à la Chine, une voie qui met toujours les intérêts de la population dans la priorité, une voie qui se penche sur la réforme et la rénovation, et aussi une voie à la recherche d'un développement en commun dans l'ouverture. En l'espace de 68 ans, c'est avec un travail dur et sans relâche que le peuple chinois a fait de la Chine, un pays autrefois pauvre et arriéré en un pays prospère et puissant. Aujourd'hui, la Chine se trouve plus que jamais aussi proche du centre de la scène mondiale, aussi proche de la réalisation du Rêve du renouveau de la nation chinoise.

Ces dernières années, avec l'approfondissement de la réforme structurelle du côté de l'offre, la base de la croissance économique chinoise a été plus que renforcée. En 2016, le PIB de la Chine a atteint 11 mille milliards de dollars américains, ce qui représente 15% du montant global du PIB mondial, et pendant huit années consécutives, la Chine se trouve au deuxième rang dans l'économie mondiale. Au cours des six premiers mois de cette année, la croissance économique chinoise continue à maintenir un rythme assez rapide, soit 6,9%. Tout récemment, le FMI a relevé pour la troisième fois dans l'année les prévisions de croissance économique chinoise pour l'année 2017. Le développement sain et stable de



l'économie chinoise est un moteur durable de la stabilité et de l'extension économique du monde. Au cours de ces trois dernières années, la Chine a contribué annuellement plus de 30% à la croissance économique mondiale. Dans les cinq années à venir, les importations chinoises, selon les prévisions, se chiffreraient à 8000 milliards de dollars américains, et les investissements étrangers en Chine, toujours selon les prévisions, se situeraient à 600 milliards de dollars américains, tandis que les investissements chinois à l'étranger seraient de l'ordre de 750 milliards de dollars, et le nombre des touristes chinois partant à l'étranger s'élèverait à 700 millions de personnes. Tout cela apportera au reste du monde un marché plus large, des capitaux plus abondants, une plus grande variété de produits, ainsi que des occasions de coopérations plus précieuses.

Mesdames et Messieurs, Chers amis,

Au début de cette année, durant son séjour à Genève, le Président XI Jinping a prononcé au Palais des Nations un discours important intitulé « Construire ensemble une communauté de destin pour l'humanité », appelant le monde entier à travailler la main dans la main pour la construction d'une meilleure gouvernance mondiale et pour la réalisation d'un développement commun.

En mai dernier, le Forum de « la Ceinture et la Route » s'est tenu avec grand succès à Beijing. Basé sur les principes de « concertation, synergie et partage », le Forum a donné un signal positif pour que toutes les parties travaillent ensemble afin de renforcer la coopération internationale et de construire collectivement « la Ceinture et la Route » pour un développement gagnant-gagnant.

Début septembre, lors du 9^e Sommet des BRICS, tenu à Xiamen, une ville du sud de la Chine, les dirigeants des cinq pays émergents qui sont la Chine, l'Afrique du Sud, le Brésil, la Russie et l'Inde ont échangé des vues sur un large

éventail de questions dont la situation internationale, la gouvernance de l'économie mondiale, les actualités régionale et internationale, réaffirmé l'esprit d'ouverture, d'exclusivité et de coopération gagnant-gagnant des pays BRICS, et élaboré un nouveau schéma pour ouvrir une nouvelle « décennie d'or » des BRICS, une coopération qui favorisera non seulement les peuples des cinq pays, mais aussi les peuples du monde.

Mesdames et Messieurs, Chers amis,

En tant que le plus grand pays en voie de développement avec une population d'environ 1,4 milliards d'habitants, la Chine, tout comme le Niger, se trouve dans une période cruciale pour son développement. Au mois d'octobre prochain, le Parti Communiste Chinois accueillera une conférence importante qu'est son 19^e Congrès national, alors que la Chine œuvre à bâtir une société moyennement prospère tous azimuts et que le développement du socialisme à la chinoise se trouve à un moment critique. Le Congrès analysera la situation actuelle sur le plan international et national, et élaborera des lignes directrices et des politiques correspondant aux demandes de l'époque. Nous avons toutes les raisons d'espérer et de croire que la réussite de ce congrès apportera de nouvelles stratégies de développement et des forces motrices à la réalisation du renouveau national, et contribuera davantage à la paix et au développement du monde ainsi qu'au progrès de l'humanité!

Mesdames et Messieurs, Chers amis,

Comme si c'était un clin d'œil, cela fait déjà presque un an que j'ai été accrédité ambassadeur de Chine au Niger. Au cours de l'année passée, grâce aux importances accordées par les dirigeants des deux pays et grâce à leur impulsion, les relations d'amitié bilatérales se développent d'une façon stable et rapide. La confiance politique mutuelle entre les deux pays ne cesse de se ren-

forcer, surtout sur les questions touchant aux intérêts vitaux et aux préoccupations majeures de part et d'autre, nos deux pays se témoignent mutuellement compréhension et soutien. La coopération pragmatique dans les domaines tels que la santé, le pétrole, la sécurité et les infrastructures ne cesse de s'élargir, les échanges humains en particulier des échanges de haut niveau sont de plus en plus animés.

En moins d'un an, j'ai parcouru presque toutes les régions du Niger. J'ai visité des sites touristiques comme le Parc national du W, la Réserve de girafe de Kouré. J'ai assisté à Agadez la fête nationale, et les festivités d'Iférouane et d'InGal, je me suis aussi rendu à Agadem, à Zinder et à Gaya pour voir des projets de coopération sino-nigérienne. Ces visites m'ont permis non seulement de découvrir les beaux paysages du Niger et de connaître la vie des Nigériens, mais aussi m'ont donné l'occasion d'apprécier les fruits de coopération sino-nigérienne. Les beaux paysages sahéliens du Niger, l'hospitalité et l'amitié du peuple nigérien, ainsi que leur optimisme m'ont laissé de très profondes impressions.

Mesdames et Messieurs, Chers amis,

Comme dit un proverbe chinois, « Seul l'amitié basée sur la sincérité peut durer longtemps ». La Chine a toujours considéré le Niger comme pays frère et ami, a accordé des aides de tout cœur et dans la mesure de ses moyens pour que le Niger puisse se développer économiquement, a toujours soutenu ses efforts dans la lutte contre la pauvreté, ses efforts pour améliorer la vie de la population, sans oublier ses efforts dans la lutte contre le terrorisme et pour le maintien de la paix et de la stabilité dans la région du Sahel. A l'heure actuelle, les relations sino-nigériennes se trouvent dans la meilleure période de leur histoire. Avec l'élargissement sans cesse de la coopération pragmatique tous azimuts et l'approfondissement davantage de la compréhension et de l'amitié entre les deux peuples, les relations de coopération amicale sino-nigériennes seront portées à un nouveau palier!

Pour terminer, je souhaite que la République populaire de Chine devienne plus prospère et que l'amitié sino-nigérienne reste éternelle.

(le 26 septembre 2017, Niamey)

Je vous remercie !

Convention de fourniture d'électricité entre le Niger et la République fédérale du Nigeria : Le président Bohary va couper le « jus » à partir de 2018 !



(c) SESCO PHOTOGRAPHY

Alors que les consommateurs Nigériens n'en finissent toujours pas de vivre et revivre et ce, depuis quelques jours, les dures épreuves de la rupture permanente pour ne pas dire quasi-répétitive de la fourniture d'électricité, nous apprenons sur les bases d'un reportage de la Chaîne internationale France 24, que le président Nigérien Mohamed Bohary a officiellement écrit à tous les chefs d'Etat du grand réseau interconnecté Kanji, que son pays ne sera plus en mesure de continuer à leur fournir de l'électricité à l'horizon 2018. L'échéance d'Avril 2018 a même été retenue comme date de la mise en application de la nouvelle mesure, soit un délai assez raisonnable pouvant être saisi par les Etats concernés pour prendre les mesures appropriées les concernant directement et donc consécutives à la rupture de la convention de fourniture d'énergie électrique établie entre son pays et plusieurs autres de la sous-région depuis les années 70. La ligne dite 32KV sera donc reléguée aux oubliettes et pourra permettre à notre grand voisin de pouvoir assurer son autosuffisance énergétique. En effet, il est curieux de constater que le Nigeria produit de l'électricité à partir de son barrage de Kanji, mais que cette production ne couvre pas l'ensemble des besoins de ce pays en la matière. C'est donc pen-

dant que le pays de Bohary n'arrive pas à assurer son autosuffisance énergétique propre, qu'il se voit par respect d'une convention signée depuis une trentaine voire une quarantaine d'années d'en fournir à d'autres pays de la sous-région Afrique de l'Ouest dont hélas notre pays le Niger. De toutes les façons, la situation telle qu'elle se présentait jusque-là ne pouvait pas perdurer ou rester en l'état tout le temps. Même si ce fut pendant des décennies un sujet pratiquement Tabou entre le Nigeria et ses voisins immédiats, presque tous interconnectés à la ligne Kanji, beaucoup d'observateurs redoutaient l'avènement aux affaires au Nigeria d'un dirigeant pouvant remettre en cause des vieilles conventions qui ne l'engagent aucunement pas. Le général Mahamadou Bohary, ancien chef d'Etat du Nigeria dans les années 80, revenu aux affaires par les urnes et homme connu extrêmement rigoureux, ne pouvait pas rater meilleure occasion pour s'illustrer ou encore marquer son retour à la direction affaires publiques de son pays.

Le Niger et les autres Etats voisins du réseau interconnecté ont-ils quelques marges de manœuvre en bandoulière ?

Il ne faut pas continuer à se voiler la face. Nous ne pouvons pas éternellement compter sur l'électricité du Nigeria pour assouvir nos besoins en la matière. De plus, lorsque le débat s'est invité au Niger, les spécialistes du secteur, sincères s'il le faut, n'ont pas entretenu la moindre illusion sur les possibilités qui s'offrent à notre pays, si le Nigeria venait à reconsidérer sa position en matière de fourniture d'électricité : Ils l'ont d'ailleurs dit et réaffirmé aux plus hautes autorités, de manière péremptoire : Il nous faudra au Niger disposer de nos propres installations de production d'énergie électrique. Puis, entre autres solutions, le projet tant galvaudé du barrage de Kandadji s'est invité de lui-même dans le débat. Il ne constitue pas un nouveau sujet au Niger. De même que le même projet Kandadji a connu des fortunes diverses avec les différents régimes qui se sont succédés

au Niger. Toutefois, par devoir de conscience nous reconnaissons au régime du président Tandja Mamadou lors de ses deux mandats d'avoir fait preuve de quelques audaces à propos de Kandadji. N'est-ce pas d'ailleurs sous la gouvernance de Tandja que les premiers travaux à propos de Kandadji ont effectivement démarré ? C'était l'on se rappelle encore par l'entremise d'une entreprise russe....

Depuis lors et depuis l'avènement de la 7^e République, Kandadji est revenu plusieurs fois à la surface. Le projet a quelque peu avancé mais bat toujours de l'aile. On a l'impression que le projet pousse et avance en plusieurs de ses aspects notamment le volet relogement des populations du site, mais le plus grand reste toujours et encore en suspens.

En attendant Kandadji, les autorités actuelles ont eu la trouvaille d'une solution intermédiaire à travers Gorou-Banda, du nom d'une centrale électrique sensée trouver la solution des nombreuses ruptures de la fourniture d'énergie électrique depuis la ligne Kanji. Gorou-Banda a d'ailleurs été inauguré depuis plusieurs mois à présent, mais jusque-là, il n'arrive guère à faire face à la demande ne serait-ce que de la seule ville de Niamey. En un mot, Gorou-Banda a toutes les allures d'un vrai fiasco et tout le monde s'en rend à l'évidence.

C'est donc dire qu'au Niger, le problème reste intact. Il n'a pas bougé d'un iota et nous attendons toujours de savoir comment est-ce que le problème sera pris en charge par les plus hautes autorités.

Elles ont désormais et avec l'annonce de leur homologue du Nigeria le devoir de trouver la solution qui s'impose.

Mais faut-il se nourrir d'illusions au regard des trames de la gouvernance Guri ?

Les jeunes de la ville de Niamey disent en tous cas : Toi-même, tu sais..... !

Amadou El Hadj Moussa

Affaire d'usurpation de terrain à Niamey :

La réaction d'Oumarou Gourounza dit Anza !

Suite à notre article intitulé « un usurpateur de terrain dans les rangs de la police municipale de Niamey ! », le principal concerné, le nommé Oumarou Gourounza, policier municipal à la ville de Niamey, nous a effectivement rendu visite. Tout naturellement, il nous a affirmé être venu apporter quelques éclaircissements sur un écrit dans lequel il a été nommé cité. En un mot il a souhaité faire valoir son droit de réponse ainsi que nous y obligeons les textes en la matière. Ce fut donc avec beaucoup de plaisir. Oumarou Gourounza dit qu'il n'a usurpé le terrain de personne. « Toutefois, il reconnaît être en contentieux depuis quelques années avec d'autres personnes qui ont poussé loin jusqu'à obtenir le droit de casser une maison qu'il a construite à grands frais sur le site objet du contentieux. Avec lui, une veuve, une de ses voisines qui avoir hérité son terrain de son défunt mari (elle s'appelle Hadiza Moussa) subira elle aussi le même sort avec la démolition de son habitation. A ce niveau

déjà, Gourounza dit qu'il n'a pas tiré longtemps avec les intéressés, mais s'est autorisé tous les recours en sa possession. Il s'est par ailleurs offert les services d'un avocat de la place qui actuellement suit les différentes péripéties du dossier pour lui. Par simple bienveillance, il a aussi décidé de prendre en compte le dossier de sa voisine veuve puisque celle-ci n'a pas de ressources. Dieu merci, il y a eu des décisions de justice et vous savez bien que lorsqu'une des parties n'est pas satisfaite, elle introduit toujours un recours. Le dossier a connu des évolutions et moi Gourounza, je garde espoir de rentrer dans mes droits de propriété d'un terrain pour lequel je dispose de toutes les preuves en qualité de légitime propriétaire.... ». Nous sommes quelque peu perplexes entre les deux parties en contentieux et les prévenons que dès lors qu'ils ont porté leur différent devant les tribunaux, eh bien, nous nous en déportons tout simplement....

La rédaction

Hebdomadaire
L'Actualité
informations générales / réflexions / opinions

Société Unipersonnelle à Responsabilité Limitée (SARL)
au Capital de Quatre Millions Six Cent Mille (4.600.000) francs CFA
Siège quartier Terminus B.P. 383 Tél : 20 73 30 91 Niamey- République du Niger
RCCM-NI-NIA-2014-B-1594 du 02 juin 2014 - NIF 11 715/R
E-mail: actualite98@yahoo.fr - Site web: www.lactualiteniger.com

Promoteur Directeur Général
Elhadj Omar CISSE
Tél: (+227) 20 73 30 91 - Cel. : 91 17 77 77 - 96 86 33 33
E-mail: actualite98@yahoo.fr

Directeur de Publication	Service Commercial & Publicité
Elh. Abdoulaye Moulaye	Cel. : 95 86 33 33
Cel: 98 41 00 37	93 86 33 33
Email: abmoulaye@yahoo.fr	96 89 94 84
Rédaction	Conception & Composition
Elh. Abdoulaye Moulaye	"L'Actualité"
Dan Mallam	Camera, Photo
Amadou Elh. Moussa	Omar Djibo
DJANGO	Tirage
Omar Dan Magouli	8 pages 1.500 exemplaires
	sur les presses de la GIN
	BP : 383 Niamey

Le Niger en quête d'une meilleure gouvernance

N'ayant cessé de promouvoir la recherche d'une gouvernance adaptée aux grands enjeux nationaux et internationaux, la classe politique nigérienne consolide le processus démocratique et contribue ainsi à installer un Etat de droit.

Ainsi toutes les activités relevant du politique et du fonctionnement interne de l'Etat doivent être régies dans une totale transparence.



La qualité d'une gouvernance ne peut se mesurer qu'au bon fonctionnement et au contrôle rigoureux des institutions de l'Etat, notamment celles qui garantissent le respect des droits élémentaires du citoyen ainsi qu'à l'éthique et à l'efficacité de l'action publique. Et cette gouvernance doit se caractériser en particulier par une attention portée à l'instauration d'une justice sociale veillant scrupuleusement à l'amélioration des conditions de vie des populations. L'expérience a montré que, au Niger comme partout ailleurs, la bonne gouvernance tient moins aux textes officiels qu'au sens politique et éthique de ceux qui les mettent pleinement en œuvre dans leur gestion de la cité.

Il y a manifestement une carence dans la manière dont la classe politique aborde son rôle dans ses rapports avec l'Etat et avec les citoyens. Pourtant, un consensus national sur un certain nombre de points devrait être un impératif vital. Il s'agit d'une ligne jaune qui garantit la cohésion nationale et la stabilité du pays où les intérêts supérieurs y seraient identifiés et leur défense relèverait pleinement d'une responsabilité collective.

Pour mettre le pays sur la voie d'une

bonne gouvernance, il faudrait apaiser le climat politique afin de conduire les réformes nécessaires au fonctionnement correct de l'Etat. Il revient toujours au Président de la République de trouver les voies et moyens de rétablir le dialogue avec l'opposition en usant des prérogatives que lui donne la Constitution et en tenant compte des impératifs qui découlent de la conjoncture actuelle. Le CNDP (Conseil national de dialogue politique) avait été mis en place pour fluidifier les relations entre la majorité et l'opposition. Si cela ne fonctionne pas, il faudrait imaginer un autre mécanisme inclusif dont l'objectif devrait être de constituer un cadre de concertation sur les sujets revêtant la plus haute importance pour la sécurité et la stabilité du pays. Le Niger ne peut s'autoriser pendant encore longtemps une tension permanente qui appesantit la vie politique et menace gravement le fonctionnement normal des institutions de la République.

La décentralisation effective : un objectif démocratique

Le 6 septembre 2017, le président Issoufou Mahamadou a présidé une cérémonie pour consacrer le transfert de compétences et de ressources de l'Etat central vers les collectivités locales. Devant l'ensemble des élus locaux, le chef de l'Etat avait souhaité remettre au goût du jour la question du découpage territorial. Il s'agirait, en effet, de prendre en compte un certain nombre de situations qui appellent une réponse de l'Etat afin d'améliorer l'efficacité des administrations décentralisées.

Cette nouvelle étape dans la politique de décentralisation devrait se traduire par un transfert conséquent des pouvoirs aux Conseils régionaux. En effet, dans un système abouti, le rôle de l'Etat central devrait se limiter à assurer la sécurité et la défense du pays, à garantir la stabilité en veillant, notamment, à la

cohésion des territoires. Afin d'obtenir des résultats tangibles en matière de développement local dans ces territoires, les politiques publiques doivent impérativement combattre le fatalisme et les ravages d'un état d'esprit qui fait abstraction de toute notion d'intérêt général. Un impératif absolu pour gagner, également, la confiance des investisseurs et des partenaires internationaux qui interviennent dans les différents secteurs.

Une bonne gouvernance se reconnaît par la qualité des institutions dont le bon fonctionnement se traduit par l'existence d'un Etat de droit qui bénéficie de la confiance des citoyens. En effet, l'éducation à la citoyenneté commence par l'exemplarité des élites. Les dirigeants ne peuvent demander aux citoyens de respecter des règles qu'ils transgressent eux-mêmes aux yeux de tous ! Il convient, par conséquent, de combattre les réflexes d'une corruption endémique par une pratique s'affranchissant des habitudes improductives des appareils politiques. Le clientélisme électoral favorise bien sûr le nomadisme politique qui retarde gravement l'avènement d'un paysage politique lisible, stable et sain pour conduire les affaires du pays.

Transparence et respect de la déontologie en matière de service public

Une démocratie apaisée devrait se traduire par un comportement républicain au sein de la classe politique. La démocratie a véritablement besoin de contre-pouvoirs puissants, structurés et responsables. Parmi eux, les médias ont un rôle important qui nécessite le respect d'une rigoureuse déontologie. Il appartient à l'Etat d'accorder un intérêt plus affirmé au cadre et aux règles qui régissent cette profession indispensable à la vie des cités afin de s'approcher d'un standard plus démocratique, ce qui lui permettrait de remplir beaucoup plus facilement sa mission.

En raison du fonctionnement encore erratique des institutions de l'Etat, il revient au politique de pallier cette insuffisance par une vigilance accrue par rapport au respect des équilibres qui structurent la cohésion nationale et la paix sociale. Le Pacte national et le Pacte républicain sont à revisiter régulièrement pour en assurer la vivacité et la consolidation. Le dynamisme citoyen conduit par une société civile responsable et indépendante, contribue à cette veille démocratique nécessaire à l'enracinement d'un esprit constructif et patriotique.

Le Niger souffre de ce que les autorités officielles ne cherchent pas à mobiliser des institutions séculaires dont l'aura et la crédibilité pourraient transcender les clivages partisans. Le pays n'a pas su ou voulu veiller à la pérennité des institutions coutumières et religieuses, celles qui représentaient le socle de référence de nos cultures depuis des siècles. Cette méfiance due à la recherche urgente d'une modernité moins aisée qu'il n'y paraissait a contribué lourdement au déclin de notre cohésion nationale. Nous constatons tous que leur affaiblissement a engendré une perte de repères et de valeurs dont nous souffrons cruellement encore aujourd'hui. De plus, la classe politique ne devrait pas chercher à compromettre ces autorités morales déjà bien affaiblies dans des jeux politiques partisans, car cela ternit encore plus leur image aux yeux de la population. Et ce n'est pas un service à rendre au pays que de le priver de ces autorités qui pourraient jouer un rôle central utile à l'apaisement des tensions politiques et sociales dès lors que les intérêts vitaux du pays sont menacés.

Abdoulahi ATTAYOUB
Consultant
Lyon, octobre 2017

Affaire Dr. Elisabeth Shérif, et FSEJ (UAM)

Quand une femme se bat seule contre des administrations !



Notre « communauté », l'université Abdou Moumouni et en particulier l'ex FSEJ,

sont-elles irréprochables dans la situation déplorable qui vit notre Collègue Elisabeth

Shérif ? Quelqu'un qui, en service perd ce qu'il a de plus cher au monde et que nul

être ne peut lui remplacer, peut-il fuir un combat ? Assurément non !

Cet engagement pour la dignité et la justice est celui qui motive la Politologue Elisabeth Shérif pour retrouver le poste qu'elle occupait avant et pendant la maladie

qui a emporté son enfant. Est-elle coupable de la maladie ou du décès de son

enfant ? Ce serait le comble avec notre société.

Aujourd'hui, cette brave dame se bat, avec pour seules armes, son esprit et sa plume

pour rentrer dans son droit, celui de servir son pays, le Niger. Face à elle, personne

ou presque pour discuter du réel, la démobilité générale a sonné chez les

« comzones » et « soldats ». Les portes se ferment à elle l'une après l'autre.

Orateurs et autres hommes verticaux se sont calfeutrés, s'ils n'ont tout simplement

fui face à la détermination d'une femme qu'ils sont sensés mettre dans ses droits, et

dont la compétitivité effraie cependant. Reste debout, et bats-toi encore, pour toi et

pour les autres, incapables et complaisants. Puissent-ils s'affranchir un jour !

Dans la maison du droit, le respect de la norme doit être la règle. Dans la société

nigérienne, des hommes

ne combattent point une femme ; une injustice est toujours

réparable et celui qui le fait grandit pour toujours. Ne pas le faire est synonyme

d'abjection, de double peine infligée à une sœur qui porte encore son deuil.

Hommes, entrez dans l'histoire par la grande porte. La roue tourne. Vous

pourrez vous retrouver dans la même situation

que notre Collègue, votre Collègue dont les

écrits font la fierté de notre institution, de notre communauté universitaire que vous

prétendez servir et qu'elle veut réellement servir.

Prof Issoufou YAHAYA,
Historien et Politologue

POUR VOUS, ILS SONT DE RETOUR



10 000 FCFA* LE DECODEUR

94 24 11 11
CANALPLUS-AFRIQUE.COM

*Tarif TTC en vigueur au 10/04/2017 pour tout nouvel abonné à l'une des formules suivantes : EVASION+ ou TOUT CANAL+. Ne s'applique pas à l'achat d'un décodeur numérique CANAL+. Décodeur à 25 000 FCFA pour les autres formules. La portabilité est offerte. Hors frais d'installation et d'activation. Prix maximum conseillé.

LES BOUQUETS
CANAL+